



DECLARATION LIMINAIRE AU COMITE HYGIENE SECURITE ET CONDITIONS DE VIE AU TRAVAIL DU 20 MARS 2018

Le gouvernement a lancé une offensive sans précédent contre le service public, contre le statut de la fonction publique et contre ses fonctionnaires.

Sa feuille de route est sans ambiguïté : réduire le périmètre des politiques publiques, procéder à d'innombrables fermetures et regroupements de services publics, réduire de manière drastique l'emploi public, casser les droits et garanties des personnels, y compris leurs statuts et régimes de retraite.

Après l'annonce de la suppression de 120 000 postes de fonctionnaires, le rétablissement du jour de carence, la hausse de la CSG et le gel du point d'indice, un nouveau cap a été franchi lors du comité interministériel de la transformation publique du 1er février.

DES NOUVELLES MESURES ONT ÉTÉ ANNONCÉES :

- ☑ plan de départ volontaire (en clair : un plan social) pour accompagner les abandons de missions et les suppressions d'emplois envisagées ;
- ☑ recours accru aux contractuels alors que 20 % des agents des administrations et établissements publics, soit environ 1 million de personnes, sont déjà sans statut et précaires ;
- ☑ généralisation de la rémunération au mérite avec la porte ouverte à l'arbitraire ;
- ☑ abandons, privatisations et transferts de missions ;
- ☑ affaiblissement des instances de représentation du personnel (fusion des comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail, et remise en cause des commissions administratives paritaires nationales).

Depuis des mois, voire des années la CGT Finances Publiques dénoncent les conséquences néfastes, toujours plus fortes, de toutes les réformes sur les conditions de travail des agents (restructurations, évolutions constantes des outils de travail, règles de gestion remises en cause, missions menacées).

Mais avec ces nouvelles annonces anxiogènes, une nouvelle ère apocalyptique s'ouvre. Attaquer avec une telle violence la fonction publique, ses agents et ses missions c'est tout notre modèle social que l'on veut anéantir. Ceci est inacceptable !

L'avenir du CHSCT est menacé : la fusion envisagée avec le Comité Technique annonce sa disparition et avec lui sa démarche de prévention.

Pourtant la note d'orientation 2018 reconnaît l'importance d'un dialogue social constructif, lors des projets de réorganisation et regroupements des service. C'est pourquoi elle reconnaît la nécessité de modifier les fiches d'impact pour une meilleure évaluation des projets sur les conditions de travail des agents.

Alors que la note d'orientation met en avant le dialogue social et les débats plus que nécessaires pour la mise en place de mesures de prévention, nous assistons dans ce département à un nouveau challenge : comment boucler le dialogue social en un temps record ?

Nous voyons donc des CT organisés en demi-journée, des groupes de travail sur le DUERP, qui jusqu'ici nécessitaient une journée voire deux, proposés sur une matinée, une réunion portant sur l'ordre du jour proposée au secrétaire du CHSCT la veille pour le lendemain...

Bref on a bien compris, la maxime de Benjamin Franklin « le temps c'est de l'argent » prend tout son sens aujourd'hui à la DDFIP de Vaucluse.

Revenons à l'ordre du jour de ce CHSCT consacré notamment au bilan DUERP/PAP 2017. Comme à son habitude, le DUERP se caractérise par la présence majoritaire des RPS dans l'ensemble des risques exposés par les agents de la DDFIP de Vaucluse.

Pour la CGT 84, année après année, les constats du Duerp se recourent et les risques psycho-sociaux restent sans réponse.

Les mesures de prévention proposées dans la fiche d'action restent inadaptées. Comme le souligne la note d'orientation dans son bilan des initiatives prises par les CHSCT, les actions mises en œuvre en matière de prévention des RPS visent plus à traiter des situations de troubles qu'à mettre en place des mesures de prévention organisationnelles plus adaptées à ce type de risque.

Pour la CGT Finances Publiques, au risque d'être redondant, seuls l'arrêt des réformes de structures et l'obtention des moyens nécessaires à l'accomplissement de l'ensemble des missions pourraient apporter une réponse durable à la souffrance des agents.

Les autres sujets à l'ordre du jour seront débattus lors de leur évocation en séance.